

PARLEZ FRANÇAIS ?

*Par Ramanujam Sooriamoorthy
AMEF*

(Association mauricienne des enseignants de français)

Ce n'est pas qu'une question que pose, poserait, timide, hésitant, honteux même, mais plein d'espoir en même temps, tout Français, tout francophone qui ne serait que francophone, à l'étranger, dans un espace, un milieu foncièrement non francophone, ou même en France, mais à l'occasion d'une de ces rencontres, fort rares sans doute, mais point si rares, et le plus souvent, quand elles ont lieu, accidentelles, lors desquelles pratiquement toutes les personnes présentes s'expriment dans une langue autre que le français, non parce qu'elles ne parlent le français – elles le parlent toutes à quelques exceptions près – , mais parce que, originaires toutes, (pratiquement ?) toutes, exception faite du francophone parmi eux se trouvant, d'un même pays étranger, où, par ailleurs, le français n'est pas la langue du pays, même s'il n'y est pas (entièrement) inconnu, elles, tout naturellement, spontanément, quand elles se retrouvent en fin de semaine ou, le soir après les heures de travail, se parlent entre elles dans la langue de leur pays, ou même de leur village, oubliées, sans à malice songer, de l'allophone dans leur cercle introduit, à la faveur, ou défaveur, de tel ou tel coup du hasard, et la question – *Parlez français ?*, variante familière du presque également familier *Vous parlez français ?*, du moins familier *Parlez-vous français ?* et du nullement familier, quoique bien connu, *Est-ce que vous parlez français ?* – que l'on tient, au fond à tort, pour synonyme de *Parlez le français ?*, *Vous parlez le français ?*, etc. (je ne pourrai cependant pas, malgré son importance, traiter ici, ni ailleurs non plus sans doute, de la question de la synonymie, sur laquelle je me contenterai donc de simplement attirer l'attention du lecteur), quelles que soient les circonstances et les modalités de sa profération, sera, serait toujours plus ou moins dictée par tel sentiment de solitude, ou d'isolement, incitant tout francophone désemparé de n'entendre la seule langue qui lui soit familière, à la différence de celles et de ceux, francophones ou/ et non, qui maîtrisent d'autres langues, connaissent en tout cas celle que l'on, sur l'instant, pratique autour d'eux, à désirer et à souhaiter une présence amie, secourable et même complice peut-être de parler le français, afin de surmonter sa vulnérabilité réelle ou imaginaire de l'instant et de ne se sentir désespérément seul et comme abandonné, ce qui la distingue, cette question, d'une question presque identique qui n'en est pas moins comme l'opposé diamétral que le francophone, que tout francophone, tombant, si je puis dire, sur un non-francophone en France, ou même à l'étranger – et il en ira, irait de même sans doute, *mutatis mutandis*, de l'anglophone, du lusophone, du germanophone, etc. – ne manquera, amusé ou surpris, à coup sûr incrédule, éventuellement agacé et, même, indigné, de poser, mais sans vraiment y attendre de réponse, tout en espérant s'être trompé probablement : «Vous ne parlez (donc) pas français ?»

Car, il n'y a pas si longtemps, qu'entendant en France des gens parler, mais pas en français, les Français – à l'époque à laquelle je fais référence, le terme *francophone*, s'il existait déjà, n'avait pas encore le sens qu'on lui connaît de nos jours – n'eussent point osé demander : «Vous ne parlez pas français ?» C'était l'époque où les Français étaient amenés, en France même, comme s'ils se trouvaient en territoire étranger, à demander, tout tremblants presque : «Parlez français ?», étant donné qu'ils entendaient, à Paris surtout, une langue autre que le français et que tous ceux qu'ils croisaient soit ne parlaient pas français, soit n'avaient cure du français. Mais, dira-t-on, ce sont là des temps révolus ; la question est au moins un tout petit peu plus compliquée.

Si durant l'Occupation, les Français, les Français à Paris surtout, parlaient peu, ne parlaient pas ou ne parlaient qu'en murmurant, en chuchotant, le français, ou qu'ils

éprouvassent, pour se protéger, le besoin de parler allemand, au moins ne le faisaient-ils pas de gaieté de cœur. Il est vrai qu'on ne demande pas encore, plus encore de nos jours, sinon de manière exceptionnellement exceptionnelle, et plutôt pour s'entendre répondre pas l'affirmative : «Parlez français ?», comme si la réponse à cette question allait (presque) nécessairement de soi et que l'on cherchât simplement confirmation de ce que l'on sait à coup sûr déjà. La question *Parlez français ?*, ses variantes comprises, ne serait pas tout à fait à sa place en France ; du moins pour le moment. Mais, se demandent d'aucuns, pour combien de temps encore ? Exagèrent-ils ? Peut-être bien que oui, peut-être bien que non. Sans remonter à ces temps point si lointains où la langue française n'était pas encore la langue de tous les Français – maintenant encore, mais laissons..... –, sans rappeler la Note (de 1982) d'Orientation pour le grand Colloque sur la Recherche et la Technologie dans laquelle le ministre français de l'Industrie et de la Recherche précise que le français «doit rester ou redevenir un vecteur privilégié de la pensée scientifique et technique» – le ministre avait auparavant fait savoir que l'État n'accorderait aucun crédit pour des colloques qui, se déroulant, devant se dérouler en France, ne prévoiraient, pour toute communication en telle ou telle langue étrangère, des services d'interprétation simultanée, en français bien entendu – , sans souligner que ce n'est qu'en 1992 que la langue française devient officiellement la langue de la République, de la France – autant de signes qui ont l'air (déjà) d'indiquer qu'en France on ne parle pas beaucoup, pas toujours français ou qu'on n'y privilégie pas l'usage du français – , il sied, au risque d'être lassant, d'insister sur le refus des scientifiques, des économistes, et de ceux qui sont actifs dans les divers domaines de la finance (je parle bien évidemment des Français, mais aussi d'autres francophones, vivant ou non en France, ou évoluant dans une aire francophone) de donner des communications et de produire des travaux en français pour des raisons, au fond pas très convaincantes, de carrière, parce qu'ils veulent se faire connaître, devenir célèbres, et tiennent à être riches, eux aussi. Ce sont là – encore qu'il faille compter avec le désir (naturel ?) de richesse et de gloire rapides, surtout quand on est conscient de son talent (mais ce sont là des questions bien plus complexes qu'on ne le pourrait supposer) – des arguments ridicules, car si l'on réalise des travaux de très haute qualité, autrement dit si l'on réussit, son œuvre à soi finit, tôt ou tard, par connaître le rayonnement qu'il mérite, même si l'on n'a pas soi-même la chance de goûter au succès tant recherché de son vivant. Il est indéniable que l'État français ne consacre pas suffisamment de moyens à la recherche, n'encourage pas vraiment la production en français – en français d'une certaine qualité, d'un certain niveau surtout – de manière générale, mais la réussite et, même, le succès dépendent bien plus du travail que de la disponibilité de moyens, fussent-ils considérables. Un Jean-Pierre Changeux eût conquis la notoriété qui est la sienne, même s'il eût écrit en danois ou en japonais, et si les qualités de physicien de Steven Weinberg sont reconnues et saluées, ce n'est pas seulement parce qu'il écrit en anglais, mais parce qu'il est un scientifique absolument remarquable. Sans doute Weinberg, rédigeant ses ouvrages en mandarin, eût-il mis plus de temps à se faire un nom, et Changeux, proposant le fruit de ses recherches en anglais, eût-il été fêté plus rapidement, mais, encore que cela ne soit aussi assuré qu'on le voudrait croire, là n'est certainement pas l'essentiel. Ce que l'on reprochera principalement à ces scientifiques, économistes et financiers auxquels il est plus haut fait rapide allusion, ce n'est pas tant d'avoir songé à leurs seules ambitions personnelles, que de l'avoir fait de manière telle qu'ils ont pu pousser à croire que, si l'on rêve de gloire en sciences, en mathématiques, en sciences économiques, il vaut mieux abandonner le français, car peu fait – ça veut dire ce que ça veut dire, mais ça ne veut rien dire surtout, pour peu qu'on, à titre d'exemples, se rappelle les travaux de Poincaré (Henri), de Becquerel, de Pierre Duhem, ou encore, aujourd'hui, ceux de Cédric Villani, même s'il semble que ce dernier donne de plus en plus d'ouvrages en anglais, vu que, quelles qu'en soient les raisons, elles ne sauraient faire oublier qu'il a tout d'abord surtout écrit, enseigné, discouru en français – pour

ces disciplines, et se tourner vers l'anglais, faute de quoi on serait condamné à demeurer obscur et même à ne rien accomplir de bon. Certes, on comprend sans difficulté aucune les exigences professionnelles, les impératifs de carrière et la volonté d'exploiter les opportunités les plus prometteuses qui s'offrent et qui énoncent telle nécessité, pour peut-être tout le monde sauf pour les professeurs de français, de tenir sérieusement compte de l'anglais, un anglais dont, soit dit au passage, il n'est pas sûr que ce soit même de l'anglais (mais c'est sans doute là une autre question) ; on ne comprend pas cependant qu'il faille pour autant jeter un œil méprisant sur les autres langues, notamment sur le français, ce qu'on nomme ainsi, qu'il s'agisse de, comme on dit, sa langue à soi ou non (voir plus bas). Je ne sais pas que les Japonais, par exemple, aient moins progressé pour n'avoir pas privilégié l'anglais – langue à laquelle ils sont, par ailleurs, et pour des raisons que l'on peut deviner, plutôt hostiles – au détriment du japonais.

Mais il faut croire qu'en France et dans la langue française ou, si l'on préfère, dans le milieu culturel français, l'attitude des chercheurs, des professeurs, des scientifiques, d'un nombre croissant d'entre eux, n'est guère jugée inquiétante et que les priorités et les diktats imposés par le souci de la rentabilité économique, de l'économisme peuvent, par conséquent, amener des représentants de l'État français, dont rien ne permet de penser qu'ils sont (ou ne sont pas ?) payés par telle ou telle instance étrangère, par la CIA par exemple, à très sérieusement proposer, arguments à l'appui, que l'on autorise, dans les universités françaises, un enseignement en anglais. Pourquoi pas après tout, même si l'on voit très bien où cela peut, pourrait mener à terme ? On a bien enseigné en latin pendant fort longtemps en France. Ce qui rend perplexe, s'agissant de ce projet, lequel constitue une solide marque de mépris pour la loi Toubon (1994), d'introduire un enseignement en anglais en France, c'est qu'il intervient presque au moment même où le Chef du Gouvernement français souligne son intention de défendre la langue française ; s'agirait-il d'une manœuvre stratégique, contemptible au demeurant, de la part d'un gouvernement pour faire croire à des intentions et à des projets autres que ceux dans le sens desquels il est justement en train de travailler ? Sans doute n'y a-t-il rien qui permette de l'affirmer, mais comment ne comprendrait-on que d'aucuns s'en pussent émouvoir ?

La question de la vie, de la survie, de l'avenir, ou de la mort, du français, est, bien évidemment, une question bien plus subtile et difficile qu'on ne le croit d'habitude, et il y a plus d'un angle sous lequel on peut, et doit, devrait, l'aborder. Pour plusieurs raisons. Personne n'ignore que l'attitude et le comportement des élites, à plus forte raison dans un État aussi fortement centralisé que celui de la France, exercent, peuvent en tout cas exercer une très profonde influence sur le reste de la population, y compris sur la population étrangère d'un pays. Un certain mimétisme encourage les gens à vouloir faire comme, à imiter, sinon à singer ceux de la haute, comme on dit. En France, on ne s'habille bien que si l'on s'habille comme le font les Parisiens, et le français, le vrai français, si l'on peut risquer cette expression, c'est, du moins dans l'esprit des gens, qu'ils soient ou non Français, le français tel qu'on le parle à Paris, même si tout le monde sait, croit savoir que c'est en Touraine – et c'est ce qu'on affirme depuis des générations – que l'on pratique le français le plus "pur" de France. (Je n'ignore pas qu'il y a dans ce que je dis, pratiquement sous chaque mot, toute une foule de questions qui se pressent, et l'on comprendra que je ne les puis toutes même effleurer ici.) Mais continuons.

Or s'il se manifeste à Paris, à partir de Paris, c'est-à-dire grâce à l'élite parisienne, une certaine tendance à ce qu'on ne peut qu'appeler la *francophobie* (je parle de la langue, bien sûr), une certaine forme de francophobie qui consisterait en une espèce de refus, pour diverses raisons, –quelles qu'elles puissent être– du français on peut craindre que, de manière générale, les Français eux-mêmes, voire tous les Français, finissent par se détourner du français, au point de mettre en péril la survie même de la langue française ; et si les Français

ne parlent (presque) plus français, comment peut-on espérer, Senghor nonobstant, que les autres s'y intéressent ? Mais pourquoi, pourrait-on se demander, cet intérêt pour le français ? pourquoi tant d'émotion ? Le français n'a pas toujours existé, que diable ! Et si le français devait disparaître un jour, ou même demain, ce ne serait pas la fin du monde, non ? Peut-être bien que si, justement.

Je m'en suis déjà expliqué – pas entièrement, il est vrai, mais uniquement parce que c'est impossible –, ici et là, un peu partout, et je ne cesserai de m'en expliquer pour ceci qu'il s'agit d'une tâche infinie, telle «la mer, la mer, toujours recommencée», et surtout urgente et dramatique, en français, à partir du français ; pour l'instant en tout cas et probablement pour quelque temps encore, mais peut-être bien que plus tard – ce n'est pas exclu –, cette tâche (j'y viens dans un instant) sera menée à partir d'une autre langue, à partir d'autres langues. Il faut connaître, il faut pratiquer, parler, lire et écrire le français, parce qu'il est possible, grâce au français, par la grâce de certaines pratiques (terme que j'emploie ici au sens qu'il peut avoir chez Marx) devenues, rendues possibles à partir de pratiques qui se sont elles-mêmes développées et ont pu se répandre grâce au travail effectué, ou plutôt continué par d'autres en français, sur, avec, pour, en faveur de, autour de, à partir de et même contre le français, sinon de sauver, du moins d'essayer de sauver le monde, de le préserver de tout ce qui pourrait en menacer l'être. Le travail en question, travail de démolition de la langue et de mise à bas de toute idéologie – œuvre à laquelle il n'est pas de terme possible – n'a pas toujours commencé, n'a, peut-être même, jamais vraiment commencé en français, mais c'est surtout en français, à partir du français, avec par exemple Rabelais, Molière, Sade, Mallarmé, Proust, Céline et Sollers, sans oublier les philosophes, dont notamment Lacan, Althusser et Derrida, ni les grammairiens et les linguistes à l'instar de Bescherelle, de Littré, de Von Wartburg, et il y en aurait tant d'autres encore qu'il faudrait mentionner, que ce travail s'est développé et épanoui, qui permettrait de contenir toute tentation du dogmatisme et de repousser toute volonté idéologique, ces sombres et funestes précurseurs de toute forme d'irrévérence et d'oppression sur la terre des hommes, entre les hommes eux-mêmes, semant entre eux les graines de la discorde, et interdisant toute possibilité de communion entre les êtres et les choses en général.

Notez que je ne dis à aucun moment que c'est le français, et le français seul, qui assure, assurerait quelque protection contre tout hégémonisme par exemple ; je ne le suggère même pas pour la simple et bonne raison que LA langue, et il en va de même pour toute langue, dût-on essayer d'en faire des instruments idéologiques, n'existe pas : par contre ce qui existe, ce sont des pratiques linguistiques dans un espace, dans une aire où cohabitent, coexistent, dans un climat de coopération et de confrontation à la fois, l'adhésion au passé de la langue, à la langue reçue, qui n'est jamais que la langue reçue, à ce qu'on nomme, d'un mot si peu approprié et qui mériterait à lui seul des centaines de pages au moins, la *norme* et l'opposition à, la transgression de, la norme. Par contre, ce sur quoi je ne transigerai pas, c'est sur le fait que l'on n'en a jamais fini d'en finir avec ce travail de, sur la langue, à moins, évidemment, de céder aux séductions du sens achevé, aux facilités du discours idéologique. Ce qui me frappe comme étant une évidence, sous réserve de travail bien sûr, c'est que c'est surtout, voire uniquement, du moins pour le moment, à partir du français – si tant est qu'on puisse continuer de dire *Du français, Le français* – que cette lutte, que ce combat acharné contre toute forme d'oppression, qui est toujours une oppression langagière, linguistique d'abord, a, aurait des chances de ne pas totalement échouer. Les œuvres de Mallarmé et de Sollers, celles de Lacan et de Derrida, sont là pour nous en convaincre.

Mais attention ! Ce n'est pas comme si Mallarmé, Sollers, Lacan et Derrida, pour ne mentionner qu'eux, proposaient des leçons, formulaient des recettes ; ce que ces textes, qu'il faut toujours relire et, donc, réécrire soi-même, nous apprennent, s'ils nous apprennent quoi que ce soit, c'est, à partir du français, mais sans renier ce que le français, ce que le passé de la

langue, ici française, peut devoir à d'autres systèmes et pratiques linguistiques – c'est particulièrement clair dans les premiers textes de Sollers – qu'il ne saurait y avoir de paix sur terre que si l'on respecte l'altérité de l'autre, de tout autre, quel qu'il soit, et qu'il ne peut y avoir de respect de l'altérité de l'autre, et donc de liberté, que si chacun s'efforce d'inventer dans la langue reçue, dans la langue plurielle reçue dont il faut d'abord réactiver le pluriel moyennant le travail de la lecture, son propre langage. C'est ce que le français, certaines pratiques à partir du français permettent, mais il ne s'agit point là d'une prérogative dont l'apanage reviendrait exclusivement au français, à ce qu'on baptise de ce terme. Je m'étonnerai pendant longtemps encore que l'œuvre de Joyce n'ait pas entraîné les changements – et tout changement renvoie au comportement, le comportement étant, avant tout et toujours, d'ordre langagier, linguistique – auxquels on se fût attendu, mais c'est que l'Humanité n'a pas encore, dans sa très grande majorité, su, ou n'a pas voulu, pour des raisons que l'on pourra aisément soupçonner, apprendre à lire Joyce. Pour l'essentiel, ce travail de constante négation, active évidemment, de l'idéologie, de tout ce qui s'oppose à la liberté et à la vie, qui s'accompagne d'une affirmation et d'une réaffirmation permanentes des puissances, que véritablement il crée et recrée, de la vie, nous le devons au français. (Il n'y a pas que le français, que l'on me permette de le rappeler encore une fois ; on pourrait ici mentionner le cas de Nietzsche par exemple, encore que Nietzsche soit probablement le plus français des penseurs allemands ou grecs, mais c'est là le sujet de tout un livre au moins.) Est-ce le hasard, est-ce la chance qui a voulu qu'il en soit ainsi ? Pourquoi pas ? Mais à condition de reconnaître que le hasard, la chance, c'est avant tout, c'est uniquement, affaire de travail. Ne serait-ce que pour cette raison-là – il y en a, il y en aurait d'autres aussi, mais c'est cette raison que je choisirai de border d'un trait vigoureux –, il importerait que tout le monde, pas seulement les Français ou ceux dont le français est, par accident, par choix, par adoption, la langue, apprît, maîtrisât, parlât et écrivît le français, afin de pouvoir ensuite, à partir du français se livrer à ces pratiques langagières et linguistiques – lesquelles, récusant toute notion de génie linguistique, mettent en scène les langues et même, si possible et autant que possible, toutes les langues dans un espace dynamique où elles se valent toutes dans un climat de joyeuse auto—hétéro-destruction affirmative, afin que s'élève, que se fasse entendre le polylogue des langues humaines dans toute la générosité de leur hétérogénéité – propices au règne de la paix et du respect de l'autre, autrement dit au règne de la convivialité aussi entre les êtres eux-mêmes, quels qu'ils soient, et entre les êtres et les choses. Le but à atteindre, c'est la paix, la convivialité et l'harmonie, donc la justice aussi, partout et pour tous ; le français, certaines pratiques à partir du français y peuvent contribuer. Des pratiques à partir d'autres langues aussi y peuvent sans doute contribuer, mais, pour l'instant du moins, quoique pas pour longtemps encore peut-être, c'est surtout le français, des pratiques à partir du français qui peuvent montrer la voie. Il faudra pour cela que tout le monde apprenne et ait appris le français, il faudra pour cela que, tout le monde connaissant et pratiquant le français, ce français pluriel auquel j'ai un peu trop rapidement fait référence plus haut et qu'on ne peut même plus appeler *français*, on n'ait tout naturellement plus à demander à qui que ce soit : «Parlez français ?»